

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	10
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	17
Annexe 1 : Fiches projets-DEFFINOV	18
Annexe 2 : Fiche projet MAK AND CO	24
Annexe 3 : Avenant_MDEF	27
Annexe 4 : Fiches projet AT	29
Annexe 5 : Fiche projet_AE Entourage	40
Annexe 6 : Fiche projet Fédération Nationale de Protection Civile	43
Annexe 7 : AVENANT Fédération Nationale de Protection Civile	46
Annexe 8 : conventions OUIFORM CD 78 et CD 95	51
Annexe 9 : Avenant à la convention PRIC 2020	62

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Objet du rapport

Ce rapport a pour objet :

- D'affecter les crédits nécessaires à la rémunération des stagiaires soit 16 M€ ;
- D'affecter les crédits nécessaires aux frais de gestion de la formation professionnelle soit 1,658 M€ ;
- D'affecter les crédits nécessaires à la communication du pôle FPA 2023 soit 0,4 M€ ;
- D'affecter les crédits nécessaires à 2 projets retenus dans le cadre du dispositif tiers-lieux DEFFINOV soit 399 100 € ;
- D'affecter les crédits nécessaires en faveur de la pérennisation du projet Compétences + porté par l'entreprise Mak & Co, Dans le cadre du bouclier social régional, soit 800 000 € ;
- D'affecter les crédits nécessaires aux aides individuelles régionales soit 25 M€ PRIC ;
- D'affecter les crédits nécessaires au remboursement d'un trop perçu par l'Etat soit 31,349M€ ;
- D'attribuer des subventions aux lauréats retenus de l'appel à projets Actions Territorialisées 2023 « Economie circulaire, transitions écologique et énergétique et JOP 2024 » pour un montant total de 602 825 € ;
- D'attribuer une subvention au titre du dispositif Actions Expérimentales pour un montant total de 200 000 € ;
- D'approuver l'avenant à une convention de projet relevant du programme « Actions Territorialisées » 2022 ;
- D'émettre un avenant pour transférer la subvention octroyée à l'association Dynamique emploi, dans le cadre de l'appel à projets 2020 du PRIC, à l'association Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud ;
- D'approuver les conventions de partage de données OUIFORM ;
- D'approuver un avenant à la convention financière PRIC 2020 signée entre l'Etat et la Région.

1.1. Rémunération des stagiaires

Dans le cadre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la région est chargée de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, de la protection sociale et du versement des indemnités d'hébergement et de transport pour les stagiaires demandeurs d'emploi, non indemnisés, inscrits dans les formations professionnelles qu'elle agréée, ainsi que pour les stagiaires en situation de handicap suivant une formation au sein des Centres de rééducation professionnelle (CRP).

Le paiement de cette rémunération est délégué, par un marché public, à l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Une première affectation de 75 000 000 € a été votée lors de la CP 2023-019 du 25 janvier 2023.

Une deuxième affectation de 62 940 000 € a été votée lors de la CP 2023-252 du 5 juillet 2023.

Ce rapport a pour objet de proposer une 3ème affectation pour l'année 2023 à hauteur de 16 000 000 € (dont 10 000 000 € PRIC) au titre de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle, correspondant à 9 % de la prévision établie au regard des réalisations des années antérieures, des entrées supplémentaires prévisionnelles engendrées par le PRIC et de la revalorisation des barèmes. Cette affectation permettra de rémunérer près de 10 000 stagiaires.

1.2. Frais de gestion de l'aide aux permis de conduire, de la convention de

I'ASP et de la rémunération

Le présent rapport propose l'affectation de 1 658 000 € d'autorisations engagement afin de couvrir les dépenses correspondant aux frais de gestion de l'aide aux permis de conduire pour 100 000 €, aux frais de gestion de la convention de l'ASP pour 1 078 000 € et aux frais de gestion de la rémunération pour 480 000 €.

1.3. Communication du pôle FPA 2023

La Région met en place des actions d'information et de communication relative à l'offre de formation professionnelle régionale auprès des publics cibles.

A titre d'exemples, des campagnes de communication ont été mises en place afin d'informer sur de nouvelles aides telles que l'aide au permis de conduire pour les jeunes en insertion ou encore l'aide à l'entrée en formation dans les secteurs en tension.

Le présent rapport vise à proposer une affectation de 400 000 € (dont 300 000 € PRIC) afin de couvrir les dépenses liées à la communication du pôle FPA 2023.

1.4. Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets tiers-lieux DEFFINOV (délibération CR 2022-040 du 6 juillet 2022)

Le dispositif DEFFINOV Tiers-Lieux vise à rapprocher les acteurs des tiers-lieux et de la compétence au service de la transformation de la formation au niveau national.

Dans ce cadre, la Région Île-de-France est dotée par l'Etat d'un budget de 4,2 millions d'euros afin de mettre en place ce dispositif sur son territoire.

En complément des projets retenus lors de la commission permanente de mars 2023, parce que depuis ces candidats ont su déposer un dossier complet et répondant aux critères de sélection, il est ici proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant total de **399 100€** pour soutenir les projets d'Efficiencie et Sinny et Ookoo. Les fiches projets correspondantes sont annexées à la délibération (annexe 1).

1.5. Le bouclier social (délibération cadre CR 2022-035 du 19 mai 2022) – Mak & Co

Pour faire face aux situations nouvelles de pauvreté, à l'aggravation de la précarité, la Région a décidé de poursuivre et d'intensifier son engagement pour protéger les personnes vulnérables, aider les Franciliens les plus fragiles, notamment les plus éloignés de l'emploi, en adoptant un bouclier social d'un montant d'environ 200 millions d'euros.

Parmi les différentes mesures adoptées, il est question de pérenniser les expérimentations lancées par la Région depuis 2019 dans le cadre du PRIC qui se sont avérées les plus prometteuses. Pour mettre en œuvre cette politique, une enveloppe financière de 5 millions d'euros a été fléchée sur l'année 2023. Ainsi, parmi ces expérimentations fructueuses, l'action portée par l'organisme Mak & Co a été choisie.

1.6. Aides individuelles régionales

Le dispositif AIRE a été adopté par la délibération n° CR 2018-007 du 15 mars 2018. Son règlement d'intervention a fait l'objet de différentes adaptations afin de permettre le financement du plus grand nombre de formations certifiantes et répondre à des besoins de recrutement de franciliens en Île-de-France.

À la suite de la modification du règlement d'intervention adopté lors de la CP 2020-414 du 18 novembre 2020 (ouvrant le dispositif à toutes les demandes de formation visant une certification et

non présentes dans l'offre collective), le nombre de demandes déposées a connu une augmentation très importante et près de 12 456 aides accordées en 2022.

À la suite de la modification du règlement d'intervention adopté lors de la CP 2022-318 du 23 septembre 2022, le nombre d'aides est limité à 40 par organisme de formation et par année civile.

Pour poursuivre en 2023 la politique volontariste engagée par la Région sur ce dispositif et plus largement sur l'offre de formations qualifiantes, le présent rapport propose d'affecter une troisième affectation d'un montant de **25 000 000 €** au titre du PRIC permettant l'attribution de plus de 3 700 aides.

1.7 Trop perçu

La Région a reçu un trop perçu de 31,349 M€ de la part de l'Etat en 2021 dans le cadre de la convention PRIC 2019 signé entre la Région et l'Etat.

Il convient de reverser ce trop perçu à l'Etat dans le cadre du solde de la convention 2019.

1.8 Attribution de subventions au titre de la réponse à l'appel à projets thématique 2023 du dispositif « Actions territorialisées »

L'appel à projets (AAP) diffusé en janvier 2023 sur les thèmes « Economie circulaire, transitions écologique et énergétique et JOP 2024 » a pour ambition d'accompagner le développement des filières émergentes de l'économie circulaire et des transitions énergétique et écologique dans des domaines variés et de répondre aux enjeux d'emplois engendrés par les JOP 2024, en complément des dispositifs de droit commun.

La 1^{ère} session de dépôt des projets 2023 a permis de financer 8 projets en direction de 398 stagiaires (CP 2023-179 du 1/06/2023) et faisait suite à un précédent AAP qui a permis de financer 16 projets de formation visant 1430 stagiaires franciliens (CP 2022-318 du 23/09/2022 et CP 2022-414 du 10/11/2022).

La seconde et dernière session 2023 permet de proposer le financement des projets suivants :

- EMMAUS CONNECT pour son projet de former 120 personnes sur le métier d'agent valoriste des équipements numériques des particuliers, sur lequel est apparu un fort déficit de compétences des acteurs sur ce segment spécifique du réemploi,
- EXTRAMUROS qui souhaite former 30 stagiaires dans une démarche de valorisation des déchets bois, pour une transformation (ré)créative en mobiliser et accessoires durables et utiles,
- ESPEREM pour son projet de former 36 stagiaires au sein d'un parcours professionnalisant de niveau 3 sur les métiers de maraicher, jardinier et horticulteur,
- ECOLE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE PARIS - ETRE PARIS qui ambitionne de former 24 demandeurs d'emploi sur un parcours professionnalisant aux métiers de la charpente bois pour soutenir la filière-bois sur le territoire régional

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **602 825 €** pour le financement de ces projets.

Cette action s'inscrit dans le cadre du règlement d'intervention voté par délibération CP 2018-230 du 4 juillet 2018 modifiée par la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021.

1.9 Attribution des subventions des Actions Expérimentales

Le présent rapport propose le financement du projet suivant : l'association Entourage propose d'aider les personnes en situation de grande exclusion à sortir de l'isolement et à trouver des

réseaux de soutien via leur réseau LinkedOut, « le réseau de ceux qui n'en n'ont pas ». LinkedOut vise prioritairement les catégories suivantes : jeunes, demandeurs d'emploi, publics défavorisés, personnes en situation de handicap, bénéficiaires des minima sociaux et habitants de zones défavorisées. Au total, le nombre de bénéficiaires ciblés est de 95 personnes.

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **200 000 €** pour le financement d'un projet.

1.10. L'avenant de l'association Dynamique emploi (AAP PRIC 2020)

Par la délibération n°2020-501 votée en Commission permanente du 18 novembre 2020, une subvention a été octroyée au tiers Dynamique emploi, pour la conduite du projet « *Trace ton chemin* ».

Or, les élus de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud ont décidé de fusionner les missions locales et les PLIE du territoire concerné, ce qui entraîne l'absorption de l'association Dynamique emploi par l'association Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud. Cette absorption a été actée par un traité d'apport fusion signé des deux parties.

Par voie de conséquence et considérant l'effectivité de la subrogation dans tous les droits et obligations résultant de conventions intervenues préalablement avec des tiers, ce rapport a pour objet d'acter le transfert de la subvention du tiers initial, lauréat de l'appel à projets « Compétences + », sur le volet expérimental du plan régional d'investissement dans les compétences 2020, au tiers Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud.

1.11. Avenant à une convention de projet relevant du programme « Actions Territorialisées» 2022

Afin d'accompagner au mieux le déploiement du projet porté par la « Fédération Nationale de Protection Civile (FNCP) », il est proposé de modifier le taux d'intervention régional du financement du projet afin de permettre au porteur d'atteindre les objectifs définis dans la convention et contribuer aux enjeux et besoins en sécurité privée sur le territoire francilien dans la perspective des JOP Paris 2024.

Il est proposé par voie de conséquence, à travers la signature d'un avenant, de modifier la convention N° 22-22008170-001-ACTE en indiquant un TIR de 80% du montant du projet soit 200 000 euros, présentée en annexes 6 et 7 de la délibération.

1.12. Conventions de partage de données OUIFORM

La solution OUIFORM, outil de positionnement partagé, destiné aux acteurs qui accompagnent des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion et ayant besoin de développer leurs compétences va être ouverte aux conseils départementaux.

Une convention d'association doit être signée entre la DGEFP, la structure associée et les financeurs ayant autorisé l'Associé à positionner sur les formations qu'ils financent (Pôle emploi et la Région).

Ce rapport présente en annexe 8 de la délibération, la convention avec les conseils départementaux du Val d'Oise et des Yvelines.

1.13. Avenant à la convention financière PRIC 2020 Etat-Région

Dans le cadre du Plan régional d'investissement dans les compétences, il est proposé de prolonger la convention financière PRIC qui avait été signée par l'Etat et la Région en 2020. Cela permettra de prendre en compte les mandatements rattachés à l'année 2020 mais effectués en 2023.

2. Financements

2.1. Affectation pour la rémunération des stagiaires

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **16 000 000 €** dont 10 M€ PRIC sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » (23006954).

Compte-tenu de l'insuffisance des crédits, il est proposé d'effectuer un transfert d'autorisation d'engagement d'un montant de 2°500°000€, disponible sur le chapitre chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 vers le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement ».

2.2. Affectation pour les frais de gestion du pôle FPA

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **1 658 000 €** du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » (D2300675, D2300676 et D2300677).

2.3. Affectation pour la communication du pôle FPA 2023

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **400 000 €** du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » (D2300660).

2.4. Affectation pour les subventions dans le cadre de l'appel à projets tiers-lieux DEFFINOV

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **399 100 €** PRIC du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 252-002 « Formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes » (EX071708, EX071568).

2.5. Affectation pour l'action expérimentale Mak & Co

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **800 000 €** PRIC pour financer la pérennisation de ce projet « Compétences + » de l'entreprise Mak & Co PRIC dans le cadre du bouclier social régional, du budget 2023, imputée sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 252-002 « Formations complémentaires et

innovantes », action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes » (23005779).

2.6. Affectation pour le dispositif AIR

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **25 000 000 €** au titre du PRIC, sur le budget 2023 imputée sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) » (23007045).

Compte-tenu de l'insuffisance des crédits, il est proposé d'effectuer deux transferts d'autorisation d'engagement :

un d'un montant de 18°000°000€, disponible sur le chapitre chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023

et un autre d'un montant de 7°000°000€, disponible sur le chapitre chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023

vers le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) ».

2.7. Affectation pour l'Etat

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **31 348 907,86 €** sur le budget 2023 imputée le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (D2300711).

2.8 Affectation pour le dispositif « Action territorialisées »

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **602 825 €** PRIC sur le budget 2023 imputée le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » (23006989, 23006991, 23007398 et 23007399).

2.9 Affectation pour le dispositif « Action expérimentale »

Il est proposé d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de **200 000 €** PRIC sur le budget 2023 imputée le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « Formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes » (23007394).

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

DIVERSES MESURES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE L187 le 26 juin 2014 modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017, par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le régime exempté SA.58981 relatif aux aides à la formation pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014 modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L156 du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code du travail, notamment le livre II de la sixième partie ;

VU l'ordonnance n° 2009-325 du 25 mars 2009 relative à la création de l'Agence de Services et de Paiement ;

VU la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU le décret n° 2022-477 du 4 avril 2022 relatif à la revalorisation de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre "Vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 54-09 du 19 juin 2009 relative au service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation ;

VU la délibération n° CR 17-12 du 17 février 2012 relative au renforcement du service public de formation et d'insertion professionnelles ;

VU la délibération n° CR 89-14 du 21 novembre 2014 relative à la décentralisation de la formation professionnelle : la Région clarifie les compétences en matière de formation des demandeurs d'emploi et simplifie leur accès à la formation ;

VU la délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 149-16 du 7 juillet 2016 portant engagement régional pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-135 du 16 mars 2018 portant mise en œuvre du Plan d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant approbation du pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CR 2019-011 du 20 mars 2019 portant adoption du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2019-060 du 22 mai 2019 relative au bilan et à l'évolution du dispositif expérimental d'aides individuelles régionales vers l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2019-305 du 29 juin 2019 relative à la consultation « formations E-Learning et multimodales » -mise en œuvre du PACTE- et subventions « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du juin 2020 relative à la mise en œuvre du Pacte régional d'investissement dans les compétences : Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et convention cadre Régions Île-de-France – Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CR 2020-018 du 5 mars 2020 relative à l'apprentissage, la Région s'engage ;

VU la délibération n° CR 2020-017 du 11 juin 2020 relative au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2020 et à la convention-cadre région Île-de-France et Pôle emploi 2020/2023 ;

VU la délibération n° CR 2020-212 du 1^{er} juillet 2020 relative à la nouvelle mesure du pacte régional d'investissement dans les compétences (PRIC) – attribution de la subvention AGCNAM 2020-2021 ;

VU la délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 relative au programme « Compétences + » : lauréats de l'appel à projets 2020 du Pacte régional d'investissement dans les compétences ;

VU la délibération n° CP 2021-171 du 1^{er} avril 2021 portant 2^{ème} affectation 2021 PRFE -affectation 2021 PPSMJ - Aide à la formation – Actions territorialisées et Actions Expérimentales – Subvention 2021 CDRIML ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-238 du 20 juillet 2021 portant 3ème Affectation PRFE - 2ème Affectation E-Learning - Actions territorialisées et Actions expérimentales - Convention Lodom - Subvention AGCNAM ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-334 du 24 septembre 2021 portant sur l'attribution de subventions relatives aux dispositifs « actions territorialisées » et « actions expérimentales » ;

VU la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 relative aux diverses mesures pour l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2022-035 du 19 mai 2022 portant adoption du bouclier social en faveur des publics les plus précaires ;

VU délibération n° CR 2022-006 du 16 février 2022 qui adopte l'avenant n°1 à la convention financière PRIC 2020 entre la Région et l'Etat ;

VU délibération n° CR 2022-040 du 6 juillet 2022 qui adopte la convention entre la Région et l'Etat relative à l'appel à projets tiers-lieux de compétences ainsi que l'avenant n°2 à la convention financière PRIC Etat-Région 2020 ;

VU la délibération n° CP 2022-318 du 23 septembre 2022 relative au doublement de l'aide à la formation vers les métiers de la sécurité privée, actions territorialisées, actions expérimentales et autres mesures de formation professionnelle et son amendement de l'exécutif ;

VU la délibération n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et des durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-019 du 25 janvier 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi

VU la délibération n° CP 2023-102 du 29 mars 2023 relative aux actions territorialisées, actions expérimentales, AFEST, CNAM, CDRIML, actions Compétences+ et autres mesures de formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2023-107 du 29 mars 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CR 2023-03 du 30 mars 2023 relative au PRIC 2023 : convention financière et avenant au Pacte ;

VU la délibération n° CR 2023-04 du 30 mars 2023 relative à la stratégie régionale pour la formation et l'orientation professionnelles 2022-2027 : contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelles (CPRDFOP) ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-179 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi ;

VU la délibération n° CP 2023-252 du 5 juillet 2023 relative aux diverses mesures pour la formation et l'emploi – 4e affectation ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-312 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Affecte, au titre de la rémunération des stagiaires dans le cadre du marché, une autorisation d'engagement d'un montant de **16 000 000 €** (dont 10 000 000 € PRIC), sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 255 « Rémunération des stagiaires », programme HP255-009 « Rémunération des stagiaires et frais annexes », action 12500901 « Rémunération des stagiaires et mesures d'accompagnement » du budget 2023 (23006954).

Article 2 :

Affecte, au titre des frais de gestion une autorisation d'engagement d'un montant de **1 658 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000101 « Frais de gestion et publicité des marchés » du budget 2023 (D2300675, D2300676 et D2300677).

Article 3 :

Affecte, au titre de la communication du pôle FPA, une autorisation d'engagement d'un montant de **400 000 €** (dont 300 000 € PRIC) disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 201 « Services communs », programme HP201-001 « Mesures transversales », action 12000102 « Evaluation, études et promotion » du budget 2023 (D2300660).

Article 4 :

Décide de participer au financement des projets détaillés dans les fiches projets en **annexe 1** à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **399 100 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes à la convention-type « DEFFINOV », adoptée par la délibération n°CP2023-102 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **399 100 €** PRIC disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation

professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 252-002 « Formations complémentaires et innovantes », Action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes » du budget régional 2023 (EX071708 et EX071568).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de ces subventions, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 5 :

Décide de participer, dans le cadre du « bouclier social régional », au financement du projet détaillé dans la fiche projet Mak & Co en **annexe 2** à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 800 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type « Compétences + » adoptée par la délibération n° CP 2023-102 du 29 mars 2023 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, au titre du dispositif « Compétences + » d'un montant de **800 000 €** PRIC disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP252-002 « Formations complémentaires et innovantes », Action 12500201 « formations complémentaires et innovantes » du budget 2023 (23005779).

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par dérogation prévue à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 6 :

Décide de transférer à la « Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud » la subvention attribuée initialement à l'association « Dynamique emploi » par la délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020 susvisée dans le cadre du dispositif « Compétences + ».

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec la « Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris Sud » de l'avenant joint en **annexe 3** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 7 :

Affecte, au titre du dispositif AIR, une autorisation d'engagement d'un montant de **25 000 000 €**, au titre du PRIC, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « Formations qualifiantes et métiers », action 12500302 « aides individuelles régionales (AIR) » du budget 2023 (23007045).

Article 8 :

Affecte, une autorisation d'engagement d'un montant de **31 348 907,86 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, Formation professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP253-003 « formations qualifiantes et métiers », action 12500301 « formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (D2300711).

Article 9 :

Décide de participer, au titre de l'appel à projets Actions Territorialisées 2023 « Economie circulaire, transitions écologique et énergétique et JOP 2024 » au financement des 4 projets détaillés en **annexe 4** à la présente délibération par l'attribution de 4 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **602 825 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type, jointe en annexe de la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **602 825 €** PRIC disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 253 « Formation certifiante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 253-003 « Formations qualifiantes et métiers », Action 12500301 « Formations qualifiantes et métiers » du budget 2023 (23006989, 23006991, 23007398 et 23007399).

Article 10 :

Décide de participer, au titre du programme « Actions expérimentales et formation professionnelle » au financement du projet porté par l'association Entourage, détaillé en **annexe 5** à la présente délibération pour l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **200 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2021-460 du 19 novembre 2021 modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €** PRIC, disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 252 « Formation professionnalisante des personnes en recherche d'emploi », programme HP 252- 002 « Formations complémentaires et innovantes », action 12500201 « Formations complémentaires et innovantes », du budget 2023 (23007394).

Le financement du programme « Actions expérimentales » s'inscrit dans le cadre du Pacte régional d'investissement dans les compétences.

Article 11 :

Adopte la fiche projet jointe en **annexe 6** à la présente délibération et approuve l'avenant à la convention entre la région et la Fédération Nationale de Protection Civile, jointe en **annexe 7** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 12 :

Approuve les conventions d'association OUIFORM entre l'Etat, le conseil départemental du Val-d'Oise et le conseil département des Yvelines, Pôle emploi et la Région, jointes en **annexe 8** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 13 :

Approuve l'avenant à la convention financière PRIC 2020 Etat-Région entre la région et l'Etat, jointe en **annexe 9** à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets-DEFFINOV

DOSSIER N° EX071708 - DEFFINOV - Tiers-Lieux - SINNY&OOKO - De la fourche à la fourchette

Dispositif : DEFFINOV - Tiers Lieux (n° 00001295)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65742-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
DEFFINOV - Tiers Lieux	288 260,00 € HT	69,07 %	199 100,00 €
	Montant total de la subvention		199 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SINNY ET OOKO

Adresse administrative : 60 RUE BELLIARD
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur STEPHANE VATINEL, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 septembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet est né d'une alliance entre plusieurs acteurs et leurs savoir-faire :

Les Cols verts ont créé une formation expérimentale et innovante sur le thème de l'alimentation durable de la fourche à la fourchette qui a accueilli en région Bretagne, avec succès et un taux de sortie positive de 100%, pendant 3 mois, 15 apprenants du 13 septembre 2021 au 23 novembre 2021.

Le Campus des Tiers-Lieux forme et accompagne la création et la consolidation de tiers-lieux éco-culturels depuis 2017. Plus de 400 personnes ont déjà été formées.

La REcyclerie (Paris, proche QPV), la Cité Fertile (Pantin 93, QPV), les Serres de Beaudreville (Gometz la ville 91) sont des tiers-lieux servant de démonstrateur aux pratiques d'agriculture urbaine et d'alimentation durable et écoresponsables.

Ces acteurs ensemble proposent de créer une nouvelle formation de la fourche à la fourchette mixant des cours théoriques, et de la pratique immersive dans les tiers-lieux à destination des publics éloignés de l'emploi. Les tiers-lieux permettent à la fois un sourcing plus varié et efficace, une formation plus concrète où chaque apprenant.e pourra mettre en pratique tout son apprentissage et un meilleur taux de sortie.

Le projet se déroule sur 2 ans avec 3 promotions de 12 personnes sur 12 semaines

Les Cols Verts : sourcing / contenu pédagogique / Coordination pédagogique

REcyclerie (et son écosystème) : accueil formation / immersion et intervention

la Cité Fertile (et son écosystème) : accueil formation / immersion

Les serres de Beaudreville : accueil formation / immersion

Finalité du projet

Accélération de la transition écologique en Ile-de-France par la formation dans les tiers lieux de la transition écologique

Création d'un Parcours d'apprentissage innovant autour de compétences nouvelles sur le thème de la transition alimentaire

Formation et insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi vers des métiers en tension.

Public(s) visé(s) : Personnes demandeur.se.s d'emploi / Neets / Allocataire du RSA / Femmes

Nombre de bénéficiaires : 36

Partenaires / montant de réversion de subvention :

> Campus des tiers lieux : 9 420 euros

> Les Cols Verts : 116 280 euros

> Les Amis REcycleurs 43 300 euros

> La Cité Fertile : 22 900 euros

> Les Serres : 7 200 euros

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie et animation de projet	19 800,00	6,87%
Communication, recrutement du public	33 180,00	11,51%
Formation du public	117 120,00	40,63%
Animation, accompagnement du public	60 680,00	21,05%
Frais divers	57 480,00	19,94%
Total	288 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	199 100,00	69,07%
Autofinancement	89 160,00	30,93%
Total	288 260,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX071568 - DEFFINOV - Tiers-Lieux - EFFICIENCE SOLIDAIRE ET CREATIVE - ACCESS FORMATION

Dispositif : DEFFINOV - Tiers Lieux (n° 00001295)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
DEFFINOV - Tiers Lieux	286 080,00 € TTC	69,91 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFFICIENCE SOLIDAIRE ET CREATIVE

Adresse administrative : 5 RUE DE L'INTENDANCE
59600 MAUBEUGE

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur FAISSAL FARRAH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'action ACCESS FORMATION, consiste en la mobilisation et la mutualisation des moyens et forces : du tiers-lieu La PLACE situé au centre commercial et plusieurs centres de formations locaux.

Dans le but :

- D'améliorer l'accès aux formations des publics en difficulté, de favoriser et de sécuriser leurs parcours de montée en compétences dans un contexte de digitalisation accélérée de la formation.
- D'impulser une dynamique locale inédite et innovante autour de ce tiers-lieu, avec l'écosystème des centres de formations pour répondre au contexte de transformation et de digitalisation, en privilégiant le partage d'expérience entre pairs, l'innovation (sociale, numérique et pédagogique) et l'expérimentation de projets collectifs.

Ce projet est donc la combinaison intelligente :

- entre Efficience, une start-up associative concevant des tiers-lieux pour les publics les plus éloignés de l'emploi, des espaces privilégiant l'innovation sociale et collective des acteurs locaux.
- et plusieurs organismes de formation locaux, dont SFM AD, une importante structure de formation et d'insertion, bien ancré, proposant une diversité de services vers les publics en difficulté.

L'action, s'appuie sur l'impact du tiers-lieu LA PLACE. Un espace du quotidien et de proximité, accessible, valorisant & non-stigmatisant, porté par des habitants et engageant les professionnels des écosystèmes insertion/formation.

Public(s) visé(s) : majorité de demandeurs d'emploi (publics précaires), salariés, actifs et professionnels de l'écosystème de l'insertion/formation.


Nombre de bénéficiaires : 3300

Partenaires / montant de subvention reversée :

Effcience solidaire et Créative (structure porteuse, chef de file) : 162 500 €

SFM AD , structure partenaire (rôle de centre de formation) : 37 500 €

Localisation géographique :

 EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie et animation de projet	65 980,00	23,06%
Communication, recrutement du public	46 200,00	16,15%
Formation du public	18 200,00	6,36%
Animation, accompagnement du public	132 196,00	46,21%
Frais divers	23 504,00	8,22%
Total	286 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale	200 000,00	69,91%
Autofinancement	86 080,00	30,09%
Total	286 080,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 2 : Fiche projet MAK AND CO

DOSSIER N° 23005779 - Compétences + 2023 - MAK&CO GROUPE - Insertion professionnelle de demandeurs d'emploi

Dispositif : COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC (n° 00001169)

Délibération Cadre : CR2019-011 du 20/03/2019

Imputation budgétaire : 932-252-65742-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
COMPETENCES + dans le cadre du PACTE/PIC	1 142 857,00 € TTC	70,00 %	800 000,00 €
	Montant total de la subvention		800 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAK ET CO GROUPE

Adresse administrative : 1 RUE CLEMENCEAU
93220 GAGNY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame HADJA CISSE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 octobre 2023 - 5 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Nous proposons une action de formation visant le titre professionnel d'ADVF. Nous accompagnons nos stagiaires vers et dans l'emploi, en organisant des sessions de recrutement avec nos partenaires pour que chacun puisse avoir un emploi stable et durable à l'issue de la formation et en mettant en place un suivi à 3 et 6 mois. Nous œuvrons principalement pour l'émancipation de la femme, en proposant des actions connexes à la formation (activités culturelles, atelier moral et civique, remise à niveau en Français, groupes de paroles, ateliers création d'entreprise, accompagnement social, accès aux droits, ateliers parentalité avec intervenant, en partenariat avec des associations, préventions des violences conjugales avec la mise en place d'un théâtre forum la pièce est pensée et jouée par les stagiaires). Notre objectif principal est de prévenir la désinsertion professionnelle en facilitant l'accès à l'emploi à des personnes très éloignées du monde professionnel.

Public(s) visé(s) : Demandeurs d'emploi

Nombre de bénéficiaires : 170

Taux visé de placement en emploi et/ou en formation : 80 %

Partenaires : France terre d'asile, Bien vieillir, Pôle-emploi, Aphia, Maisons pour l'emploi, Missions

locales, La Cimad, Action d'avenir, HIS,

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	35 500,00	3,11%
Information/recrutement du public	134 500,00	11,77%
Formation du public	653 444,00	57,18%
Accompagnement/suivi du public	131 799,00	11,53%
Coûts support/transversaux	187 614,00	16,42%
Total	1 142 857,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale PRIC	800 000,00	70,00%
Autofinancement	292 857,00	25,62%
Aides privées	50 000,00	4,38%
Total	1 142 857,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 3 : Avenant_MDEF

Dispositif « Compétences + » 2020

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

La Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris sud (MDEF GPS),

dont le n° SIRET est 388 302 648 00026

dont le siège social est situé au 462 rue Benjamin Delessert, immeuble Le Sextant

77550 MOISSY CRAMAYEL

ayant pour représentant, Monsieur Eric BAREILLE, Président,

Ci-après dénommé « l'organisme »

d'autre part,

En vertu de la délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020.

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : *Changement de bénéficiaire*

Le projet « Trace ton chemin » porté par l'association Dynamique Emploi est désormais porté par la Maison de l'emploi et de la formation de Grand Paris sud (MDEF GPS), qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par la convention conclue entre la Région et l'association Dynamique Emploi.

Article 2 : *Attribution du solde de la subvention initiale au nouveau bénéficiaire*

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'une avance d'un montant de 179 100 €.

Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à l'avenant, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 179 100 €. Les délais de caducité courent à compter de la date d'attribution de la subvention par délibération n° CP 2020-501 du 18 novembre 2020.

Article 3 : *Autres dispositions*

Toutes les autres dispositions de la convention demeurent inchangées et s'appliquent au nouveau bénéficiaire qui s'engage à réaliser le projet dont la nature reste inchangée.

Article 4 :

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

La Présidente de la Région Ile-de-France

**Le Président de la Maison de l'emploi et
de la formation**

Annexe 4 : Fiches projet AT

DOSSIER N° 23006989 - AT_2023_Former les franciliens éloignés de l'emploi aux métiers de la filière forêt-bois

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-65748-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	256 537,00 € TTC	70,00 %	179 575,00 €
Montant total de la subvention			179 575,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE
PARIS ETRE PARIS
Adresse administrative : 9 RUE VERGINAUD
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Nicolas MULET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 30 avril 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le porteur se propose de former 24 stagiaires aux métiers de Menuisier, installateur / Agenceur, Charpentier, Ebéniste.

Public cible : Jeunes éloignés de l'emploi de 18 à 25 ans (29 ans si Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé), demandeurs d'emploi, BRSA, personnes résidentes en quartier prioritaire de la politique de la ville.

Territoire visé : 75/95 et dans une moindre mesure le 93

Le projet s'inscrit sur la thématique de la transitions écologique et énergétique.

Enjeu : insertion d'un jeune public francilien éloigné de l'emploi et réponse aux besoins de recrutement des entreprises de la filière forêt-bois.

De nombreuses filières expriment déjà une difficulté de recrutement dû à un manque de compétences liées à la transition écologique, notamment le secteur du bâtiment, de l'agriculture, des énergies renouvelables et de la gestion des déchets (CNEFOP 2015). Ces secteurs professionnels sont appelés à se transformer, à innover pour intégrer les enjeux de la transition écologique dans leurs pratiques. C'est pourquoi la formation des jeunes à ces nouvelles compétences représente la pierre angulaire de la mise en place de la transition écologique.

Le parcours de formation vise à acquérir des savoir-être et des savoir-faire métiers adaptés à la transition

écologique et à l'économie circulaire. La méthode est axée sur l'immersion professionnelle via un réseau de partenaires. Durée de la formation : 460 heures en centre et 151 heures en entreprise, soit au total 611 heures de formation.

Entreprises partenaires :

- Bati Sens, spécialiste de la construction bois et paille
- Créabois 91, spécialiste charpente et rénovation énergétique
- Rubner Construction Bois, entreprise européenne, spécialiste construction bois, charpente, menuiserie
- Meha construction bois, entreprise familiale perpétuant un savoir-faire traditionnel en construction bois 16
- Cycle Terre, entreprise de fabrication de brique de terre pour le bâtiment, terre issue des excavations du grand Paris.
- ÉCHOBAT a pour vocation de promouvoir et développer un réseau de professionnels impliqués dans l'écoconstruction solidaire à l'échelle du territoire. Travail avec sa nouvelle branche francilienne.
- Alter Batir, coopérative de bâtisseurs alternatifs et artisanaux.
- Compagnons Bâtisseurs, spécialiste dans la rénovation et l'autonomisation des personnes dans les réparations de leur logement

Les bénéficiaires seront accompagnés individuellement et progressivement jusqu'à leur embauche.




Projet en consortium :

Reversement partiel de la subvention régionale au partenaire du consortium :

Semer l'Avenir 119 716 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

-  DEPARTEMENT DE PARIS
-  SEINE SAINT DENIS
-  VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	34 700,00	13,53%
Information/recrutement du public	9 282,00	3,62%
Formation du public	160 985,00	62,75%
Accompagnement/suivi du public	16 905,00	6,59%
Autres coûts directs (déplacements/transports, location de camion/van)	9 500,00	3,70%
Coûts indirects (frais de personnel, location, dotations)	25 165,00	9,81%
Total	256 537,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement sur fonds propres	36 962,00	14,41%
Fonds de dotation Superbloom	10 000,00	3,90%
Fondation Société Générale	10 000,00	3,90%
Fonds Agir Pour Demain	10 000,00	3,90%
Fondation Impala avenir	10 000,00	3,90%
Subvention Région Île-de-France	179 575,00	70,00%
Total	256 537,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEF 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23006991 - AT_2023_Formations aux métiers du réemploi numérique_EMMAUS CONNECT

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-65748-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	239 260,87 € TTC	69,80 %	167 000,00 €
Montant total de la subvention			167 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE
PIERRE

Adresse administrative : 71 RUE ARCHEREAU
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CHARLOTTE BOUGENAU, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2023 - 25 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'objectif de ce projet est de pourvoir à l'absence d'une filière professionnelle et solidaire de traitement et reconditionnement des équipements numériques des particuliers où est apparu un fort déficit de compétences des acteurs sur ce segment spécifique du réemploi.

Cette formation professionnalisante de 98 heures en centre vise donc à apporter aux bénéficiaires toutes les compétences requises pour exercer les métiers liés au tri et au reconditionnement du matériel numérique.

Elle s'adresse à 120 salariés en insertion dans des ressourceries et recycleries, demandeurs d'emploi souhaitant se former sur les métiers du réemploi des équipements numériques ou déjà bénévoles dans des recycleries ou associations.

Emmaüs Connect dispose d'ores et déjà d'un important réseau de ressourceries et de recycleries solidaires et travaillera avec d'autres ressourceries et recycleries sur l'ensemble de l'Île-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :
 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	31 836,67	13,31%
Information/recrutement du public	17 991,00	7,52%
Formation du public	92 560,00	38,69%
Accompagnement/suivi du public	21 028,33	8,79%
Autres coûts directs (impressions- achat de matériels -location salles - petits équipements fournitures et consommables	66 200,00	27,67%
Coûts indirects (frais de personnel)	9 644,87	4,03%
Total	239 260,87	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autres fonds	72 260,87	30,20%
Fonds d'Etat	167 000,00	69,80%
Total	239 260,87	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23007398 - AT_2023_Menuiserie en économie circulaire_EXTRAMUROS

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-65748-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	284 616,99 € TTC	69,92 %	199 000,00 €
	Montant total de la subvention		199 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXTRAMUROS L'ASSOCIATION

Adresse administrative : 156 RUE DE MENILMONTANT
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JEAN FRANCOIS CONNAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet consiste à former 30 demandeurs d'emploi francilien sur le métier de menuiserie circulaire. Il vise à faire comprendre aux stagiaires les enjeux, méthodes et compétences du réemploi des matériaux bois dans une démarche de réduction des déchets. Le projet est implanté à Paris mais son aire de recrutement est francilienne.

Les cibles du projet sont les demandeurs d'emploi : jeunes décrocheurs scolaires, résidents QPV, demandeurs d'emploi de longue durée, bénéficiaires minimas sociaux.

La formation dure 430 heures en centre et 170H en entreprise. Le projet bénéficie de partenariat multiples : entreprises classiques du BTP, entreprises d'insertion du BTP et de l'économie circulaire, entreprises de menuiserie, associations et entreprises de la culture et du spectacle (dont Opéra Bastille), Paris Habitat et des entreprises d'intérim.

Le projet s'inscrit dans l'axe économie circulaire de l'appel à projets actions territorialisées dédié à l'économie circulaire, aux transitions écologique et énergétique et aux JOP 2024.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique : DEPARTEMENT DE PARIS**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	18 429,19	6,48%
Information/recrutement du public	26 521,62	9,32%
Formation du public	61 610,18	21,65%
Accompagnement/suivi du public	19 410,98	6,82%
Autres coûts directs	28 201,52	9,91%
Coûts indirects	130 443,50	45,83%
Total	284 616,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	199 000,00	69,92%
Autofinancement sur fonds propres	15 616,99	5,49%
Fondation Société Générale	30 000,00	10,54%
Fondation BTP+	40 000,00	14,05%
Total	284 616,99	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGE 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

DOSSIER N° 23007399 - AT_2023_Les jardins de la reconVert'ion

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-253-65748-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	139 609,85 € TTC	41,01 %	57 250,00 €
	Montant total de la subvention		57 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPEREM

Adresse administrative : 83 RUE DE SEVRES
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Veronique GOUPY, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 23 mars 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet propose de former des personnes sur un parcours professionnalisant qui permet de doter 36 stagiaires en compétences socles sur les métiers de jardinier, maraicher, horticulteur afin de travailler au sein de collectivités, entreprises et structures de l'insertion par l'activité économique ou dans l'objectif de créer une activité dans les métiers visés.

Le projet concerne les publics éloignés de l'emploi, demandeurs d'emploi en reconversion ayant validé un projet dans le secteur de l'agriculture durable ou ayant besoin d'une connaissance concrète du secteur. Le public est donc hétérogène avec une priorité sur le public femmes.

Les territoires de formation sont Paris, le 92 (Issy les Moulineaux, Sèvres et Boulogne) et le 93 (ferme urbaine St Denis et Permapolis). Notamment, la ville de Paris recense 30 hectares d'espaces agricoles urbains possibles à végétaliser.

La formation sera d'une grande utilité sur les territoires visés eu égard aux opportunités de recrutement post-formation.

La coloration "respect du vivant" et l'exigence écologique sont prépondérantes (végétaux nécessaires à la remédiation des sols, respecter l'EC type compostage, favoriser des espaces nourriciers de proximité ... sont des compétences demandées par les entreprises et CT) .

Des parrainages sont proposés pour l'installation.

Contenu : 3 phases + une immersion en entreprise

- Phase 1 de recrutement et de découverte des métiers agricoles dans le cadre de 2 jardins partagés (12ème et 20ème) pour repérer les publics, approche de recrutement plus progressive
- Phase 2 : modules transversaux (évolutions du secteur, transition et circuits courts, module spécifique entrepreneuriat agricole avec suivi personnalisé et immersion),
- Phase 3 : modules techniques (conduite écologique d'un site, aménagement d'un espace jardin en ville, techniques permacoles en milieu urbain)

Acquisition de compétences numériques et compétences clés. Pour la formation à distance, un MOOC est proposé, créé par ESPEREM "Pouss'Mooc"

360 heures en centre et 240 heures en entreprise.

Partenariat entreprises avec MUGO paysage, Topager, DEVE, La ville de Paris (Parc Floral et Division 6-14ème), Ferme sur le Toit des expositions, Paysan Urbain, Meta paysage

Consortium avec Les Apprentis d'Auteuil (volet espace verts), Interface et du Pain et des Roses pour la partie horticulture.

Reversement partiel de la subvention régionale :




Apprentis d'Auteuil: 20 418,20 €

Interface formation : 20 418,20 €

Du pain et des roses : 3 388 €

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

-  DEPARTEMENT DE PARIS
-  HAUTS DE SEINE
-  SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie de formation	18 284,40	13,10%
Information/recrutement du public	6 767,00	4,85%
Formation du public	75 550,00	54,12%
Accompagnement du public	9 439,00	6,76%
Autres coûts directs	22 868,00	16,38%
Coûts indirects	6 701,45	4,80%
Total	139 609,85	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	57 250,00	41,01%
Subvention Commune (attribuée)	54 156,00	38,79%
Mécénat Conviction RH	2 000,00	1,43%
Subvention Aides privées (sollicitée)	20 000,00	14,33%
Pôle Emploi (AIF)	3 645,00	2,61%
Fonds propres	2 558,85	1,83%
Total	139 609,85	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement
2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 5 : Fiche projet_ AE Entourage

DOSSIER N° 23007394 - Action expé_LinkedOut

Dispositif : Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi (n° 00000821)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 932-252-65748-125002-400

Action : 12500201- Formations complémentaires et innovantes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions expérimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	428 432,00 € HT	46,68 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTOURAGE

Adresse administrative : 174 RUE CHAMPIONNET
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame AMANDINE MILCENT, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2024 - 30 juin 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La mission d'Entourage est d'aider les personnes en situation de grande exclusion à sortir de l'isolement et à trouver des réseaux de soutien. C'est pourquoi l'association a créé LinkedOut, « le réseau de ceux qui n'en n'ont pas ». Une des innovations portées par LinkedOut est l'approche par le réseau démultiplié par la tech. Le mécanisme de partage de CV sur les réseaux sociaux permet à tous ceux qui ont du réseau de le partager en un clic avec ceux qui n'en ont pas dans le but de générer des opportunités d'emploi pour les candidats et décloisonner la recherche d'emploi.

Dans le cadre de ce projet, l'association propose de renforcer la dimension réseau du LinkedOut en déployant un nouveau format : le dispositif Connecteurs. Les connecteurs sont des citoyens engagés qui apportent des coups de pouces ponctuels aux candidats et aux coach en fonction de leurs besoins. L'objectif est d'élargir les opportunités de recherche d'emploi pour les plus précaires, et densifier le réseau avec l'activation de nouveaux membres. LinkedOut s'adresse donc à des personnes en grande exclusion ayant la capacité de travailler et vise prioritairement les catégories suivantes : jeunes, demandeurs d'emploi, publics défavorisés, personnes en situation de handicap, bénéficiaires des minima sociaux et habitants de zones défavorisées. Au total, le nombre de bénéficiaires ciblés est de 95 personnes.

Le réseau Connecteurs s'activera via :

- Une programmation régulière de "rencontres réseaux" proposées aux candidats, aux coach et aux Connecteurs.
- Une animation de la communauté des connecteurs pour relayer les demandes des candidats aux

connecteurs, orchestrer la mise en œuvre des rencontres réseaux et élargir toujours plus le réseau de connecteurs.

- Le développement de nouveaux formats de sensibilisation auprès des entreprises pour permettre de découvrir le sujet de la grande exclusion et des enjeux d'insertion professionnelle.

Dans le cadre du projet, les partenariats sollicités pour former les candidats sont Ares (Entreprise d'insertion travaillant dans les métiers de la logistique et du nettoyage) et La Cravate Solidaire (pour coachés sur l'entretien d'embauche et recevoir une tenue d'entretien). Les entreprises partenaires qui participent au projet sont : Institut Randstad, Advens (cybersécurité), TBWA (agence de communication), Share It (accélérateur tech). Les entreprises recruteuses varient : Leroy Merlin, ManoMano, Exalt, L'Oréal, Carrefour, Envie -chemin d'avenir, Suez, Michel et Augustin ...etc.

L'association Entourage vise un taux de sortie positive de 70% pour les candidats ayant fini le parcours, comprenant CDI, CDD, formation, alternance, intérim.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Information/recrutement du public (Frais de personnel)	100 164,00	23,38%
Formation du public (prestations externes)	22 000,00	5,14%
Accompagnement/suivi du public	252 046,00	58,83%
Autres coûts directs	20 100,00	4,69%
Coûts indirects	34 122,00	7,96%
Total	428 432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	46,68%
Fonds européens (sollicités)	60 000,00	14,00%
Fondation TotalEnergies (Acquis)	130 000,00	30,34%
Fondation Safran (Acquis)	30 000,00	7,00%
Autres fonds privés	8 432,00	1,97%
Total	428 432,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation

Annexe 6 : Fiche projet Fédération Nationale de Protection Civile

DOSSIER N° 22008170 - AT 2022_Formation aux premiers secours des futurs secouristes des JOP

Dispositif : Actions territorialisées (n° 00001102)

Délibération Cadre : CP2021-460 du 19/11/2021

Imputation budgétaire : 931-113-6574-125003-400

Action : 12500301- Formations qualifiantes et métiers

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	250 000,00 € TTC	80,00 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION NATIONALE DE PROTECTION CIVILE
Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS-XAVIER VOLOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 3 octobre 2022 - 29 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le nombre conséquent de stagiaires à former impose un démarrage bien en amont des JOP 2024

Description :

Le projet consiste à former 710 demandeurs d'emploi franciliens aux 1ers secours pour qu'ils puissent intervenir en tant que secouristes lors des futurs JOP.

Le projet s'inscrit dans la thématique JOP 2024 de l'appel à projets économie circulaire, transitions écologique et énergétiques et JOP 2024.

La durée de la formation prévue est de 35 heures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Formation du public	142 843,04	57,14%
Autres coûts directs	14 400,00	5,76%
Coûts indirects	92 756,96	37,10%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement sur fonds propres	50 000,00	20,00%
Subvention Région Île-de-France	200 000,00	80,00%
Total	250 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 7 : AVENANT Fédération Nationale de Protection Civile

CONVENTION N° : 22-22008170-001-ACTE
ACTION SAFIR : S22ACTE93004NR
IRIS : 22008170



Dispositif « Programme Actions Territorialisées Emploi Formation » 2023

AVENANT N°1

Entre

La Région Ile-de-France, située 2 rue Simone Veil 93400 SAINT OUEN SUR SEINE,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

Ci-après dénommée la « Région »

d'une part,

Et

Fédération Nationale de Protection Civile

dont le statut juridique est : Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, publiée au JO du 18 mars 1966

dont le n° SIRET et code APE sont : 78538868700044/ 8559B

dont le siège social est situé au : 14 rue scandicci 93500 PANTIN

ayant pour représentant : Monsieur François Richez, Président

ci-après dénommée, «Fédération Nationale de Protection Civile»,

d'autre part,

En vertu de la délibération n° **CP 2023-252 du 05 juillet 2023.**

Il a été arrêté et convenu de ce qui suit :

Article 1 :

L'article 1 de la Convention Relative au dispositif régional « Actions Territorialisées Emploi Formation » intitulé « Objet de la convention » adoptée par la délibération de la Commission Permanente n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022, est modifié comme suit :

Le paragraphe suivant :

Par délibération N° CP 2022-414 du 10 novembre 2022, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir FEDERATION NATIONALE DE PROTECTION CIVILE au titre de l'année 2022 pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à 57,14% du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de 200 000€.

Est remplacé par :

Par délibération N° CP 2023-252 du 5 juillet 2023, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir FEDERATION NATIONALE DE PROTECTION CIVILE au titre de l'année 2022 pour la réalisation du projet détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention spécifique correspondant à 80% du budget du projet, soit un montant maximum de subvention de 200 000€.

Article 2 :

La fiche projet annexée à la convention adoptée par la délibération de la Commission Permanente n° CP 2022-414 du 10 novembre 2022, est modifiée comme suit :

Le **tableau** suivant :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	350 000,00 € TTC	57,14 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

Est remplacé par :

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions territorialisées	250 000,00 € TTC	80 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

La présentation du projet est modifiée comme suit :

La phrase suivante :

Le projet consiste à former 1000 demandeurs d'emploi franciliens aux 1ers secours pour qu'ils puissent intervenir en tant que secouristes lors des futurs JOP.

Est remplacée par :

Le projet consiste à former 710 demandeurs d'emploi franciliens aux 1ers secours pour qu'ils puissent intervenir en tant que secouristes lors des futurs JOP.

Le plan de financement prévisionnel proposé par le demandeur est modifié comme suit :

Le paragraphe suivant :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58981 Formation (ex SA.40207) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides à la formation.

Est remplacé par :

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972, publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise.

Article 3 : Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de notification.

Article 4 : Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention initiale non modifiées par le présent avenant et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit jusqu'à expiration de celles-ci.

La Présidente de la Région Ile-de-France

**Le Président de la Fédération Nationale
de Protection Civile**

Annexe 8 : conventions OUIFORM CD 78 et CD 95

CONVENTION D'ASSOCIATION OUIFORM, patrimoine commun de la formation professionnelle

Entre :

La DGEFP,

Représentée par Gaëtan RUDANT, Directeur Régional

La structure associée, dénommée Conseil Départemental des Yvelines
domiciliée 2 place André Mignot, 78012 VERSAILLES

représentée par Pierre BEDIER, Président, Ci-après dénommé « l'Associé »

Les financeurs ayant autorisé l'Associé à positionner sur les formations qu'ils financent :

Le Conseil Régional,

Représenté par Prénom Nom et Fonction

Pôle emploi,

Représentée par Nadine CRINIER, Directrice Régionale

Préambule

Créé en partenariat entre le conseil régional Grand Est et Pôle emploi, OuiForm a été identifié comme l'un des leviers utiles à la réussite du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) et clairement identifié dans les Pactes régionaux conclus entre l'État et les Régions qui ont souhaité s'engager dans le PIC.

Le Pacte a pour ambition de former plus de demandeurs d'emploi ou de personnes en parcours d'insertion, peu ou pas qualifiés, d'améliorer leurs conditions d'accès à une formation plus individualisée, pour leur permettre de développer leurs compétences et qualifications. Il a pour ambition également de transformer l'écosystème de la formation, développer les synergies entre les acteurs opérationnels et fluidifier l'accès à la formation. Le Pacte mobilise ainsi dans chaque région l'ensemble des acteurs des territoires.

En ce sens, l'Etat a souhaité, au travers de la mise en partage de « OuiForm » permettre à tous les prescripteurs de travailler en synergie et en temps réel pour positionner les personnes à la recherche d'un emploi sur les formations auxquelles elles sont éligibles.

Pour ce faire, OuiForm initie une démarche inédite de partage d'un outil « patrimoine commun », dont la gouvernance partagée est garantie par l'Etat et le Haut-Commissaire aux Compétences, dans le cadre de l'accord-cadre national entre la Délégation Générale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP), Pôle emploi, l'Association des Régions de France, l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) et le Conseil national Handicap & Emploi des Organismes de placement spécialisés (CHEOPS).

Cette convention d'association à l'outil OuiForm s'inscrit au sein de l'accord cadre national.

Le comité de pilotage stratégique a donné un avis favorable à l'ouverture du service OuiForm à l'ensemble des structures LADOM.

L'associé a signé avec Pôle emploi, cosignataire de la présente convention, un accord-cadre de partenariat et une convention de gestion, lui ouvrant le positionnement sur des formations qu'il finance. Cette convention est annexée.

Article 1^{er} – Objet

La présente convention d'association a pour objet de matérialiser l'engagement du nouvel Associé à OuiForm, patrimoine commun. Elle en précise caractéristiques ainsi que les modalités de représentation et le rôle du nouvel Associé au sein de la gouvernance du projet.

Article 2 – Définitions

La logique de « patrimoine commun » se définit comme :

- Une volonté de permettre l'utilisation d'un outil répondant à des enjeux partagés par plusieurs acteurs au-delà des objectifs poursuivis par ses concepteurs initiaux ;
- Un engagement d'adopter une feuille de route évolutive construite collectivement grâce à une communauté d'utilisateurs permettant le recueil des besoins de chaque acteur l'adoptant ;
- Une volonté d'inscrire l'outil dans une urbanisation globale, en respect des missions de chacun, en assurant son interopérabilité et la capacité à partager les données collectées et créées.

« *OuiForm en patrimoine commun* » désigne l'outil de positionnement partagé, destiné aux acteurs qui accompagnent des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion et ayant besoin de développer leurs compétences, quelle que soit sa dénomination.

Les « *Adhérents* » désignent les structures, soit Associées soit mandatées par un Associé et signataires d'une convention d'adhésion à OuiForm, préalable à l'obtention des habilitations d'accès.

Les « *Utilisateurs* » désignent les personnes physiques intervenant au sein des participants.

Les « *Utilisateurs Référents* » désignent les personnes intervenant au sein de la structure adhérente et identifiés comme interlocuteurs privilégiés pour l'animation et la formation des Utilisateurs.

Article 3 – Caractéristiques de l'associé

Dans l'exercice de ses missions, l'Associé participe à des actions d'orientation de personnes à la recherche d'un emploi, en vue de faciliter le retour à l'emploi du public accompagné, sur le territoire des Yvelines.

En effet, l'Associé ¹ : le Conseil départemental des Yvelines, dans le cadre de sa mission, accompagne dans le positionnement en formation des publics suivants ² bénéficiaires du RSA, les demandeurs d'emploi et les jeunes.

Les financeurs, cosignataires de la présente convention, autorisent l'Associé à positionner le public qu'il accompagne sur tout ou partie du catalogue de formation qu'ils financent, à savoir³ l'ensemble du catalogue de formations conventionnées par la Région pour les bénéficiaires du RSA inscrits et non-inscrits comme demandeur d'emploi et l'ensemble du catalogue de formations conventionnées Pôle emploi : AFC et POEC pour les bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeur d'emploi.

¹ Préciser la mission,

² Préciser le public accompagné : bénéficiaire du RSA, femmes en situation d'isolement...

³ A préciser par le financeur : partie du catalogue sur laquelle l'Associé peut prescrire (tout le catalogue financé, tout le catalogue quel que soit le financeur).

Article 4 – Engagements de l'Associé

La signature de la présente convention par un Associé atteste notamment de son adhésion aux principes de l'accord-cadre et de son engagement à coopérer de bonne foi avec les organes de gouvernance.

L'Associé signe une convention technique dite d'adhésion qui lui permet d'habiller ses propres utilisateurs ou ses sous-traitants à utiliser l'outil. La convention d'adhésion est signée par l'Etat, l'adhérent et Pôle Emploi, gestionnaire de OuiForm.

Article 5 – Modalités de représentation et participation à la gouvernance

Comité de pilotage stratégique

La gouvernance du patrimoine commun OuiForm est assurée par le Comité de pilotage stratégique national, présidé par un représentant du ministère chargé de la formation professionnelle.

Un représentant de l'associé y participe.

Animation régionale

Les DREETS organisent, trois fois par an, des comités de suivi régionaux réunissant les acteurs de la formation professionnelle de la région.

L'Associé participe aux comités régionaux organisés par la DREETS, aux côtés du Conseil Régional, de la Direction Régionale Pôle Emploi, de l'Association Régionale des Missions Locales, des représentants des organismes de formation et des Cap Emploi, le cas échéant d'autres financeurs de la formation professionnelle (Agefiph...) et du Réseau des Carif-Oref.

Recueil des besoins

Le principe d'agilité en vigueur dans le cadre du projet OuiForm permet à l'Associé de participer au projet et de faire remonter ses attentes et propositions par des moyens de communication électronique et des approches propices aux échanges participatifs et créatifs.

Article 6 – Modalités de financement

La présente Convention d'Association est conclue à titre gratuit : le financement du déploiement et de l'évolution de OuiForm dans le cadre du Patrimoine Commun est assuré par l'Etat.

Article 7 – Durée, Résiliation, Modification

La présente Convention d'Association est conclue jusqu'au 31 décembre 2024. Elle prend effet à la date de sa signature par les parties prenantes.

Toute modification de la présente Convention d'Association fait l'objet d'un avenant.

En cas de manquement de l'une des parties prenantes à l'une des obligations essentielles découlant de la présente Convention ou si celle-ci n'est plus compatible avec l'évolution du statut juridique de l'outil commun ou si l'Associé refuse l'avenant mentionné au deuxième alinéa du présent article, la Convention est dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception postale ; en ce cas, la résiliation prend effet dans un délai d'un mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

La résiliation de la présente convention entraîne la dénonciation de la convention d'adhésion et l'interruption du service OuiForm auprès des utilisateurs.

Pour l'Associé,

Pierre BEDIER
Président du Conseil départemental des Yvelines

Pour la DGEFP

Gaëtan RUDANT
Directeur Régional

Pour le Conseil Régional,

NOM Prénom
Fonction

Pour Pôle Emploi
Le Directeur Régional Adjoint
en charge de la Performance Sociale
P/O **David GENET**
Nadine CRINIER
Directrice Régionale

Note explicative d'utilisation des conventions et avenants :

- Vous ne devez pas modifier l'ordre des pages et des annexes
- Seules les parties en jaunes et la rubrique signatures doivent être renseignées
- Vous ne devez apporter aucunes modifications à la convention ou à l'avenant
- La date de fin de la convention ou de l'avenant est le 31/12/2024



A23-CRIDF-010414

CONVENTION D'ASSOCIATION OUIFORM, patrimoine commun de la formation professionnelle

Entre :

La DGEFP,

Représentée par Gaëtan RUDANT, Directeur Régional

La structure associée, dénommée Conseil Départemental Du Val d'Oise
domiciliée 2 avenue du parc, 950000 Cergy

représentée par Marie-Christine CAVECCHI, Présidente, Ci-après dénommée « l'Associé »

Les financeurs ayant autorisé l'Associé à positionner sur les formations qu'ils financent :

Le Conseil Régional,

Représenté par Prénom Nom et Fonction

Pôle emploi,

Représentée par Nadine CRINIER, Directrice Régionale

Préambule

Créé en partenariat entre le conseil régional Grand Est et Pôle emploi, OuiForm a été identifié comme l'un des leviers utiles à la réussite du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) et clairement identifié dans les Pactes régionaux conclus entre l'État et les Régions qui ont souhaité s'engager dans le PIC.

Le Pacte a pour ambition de former plus de demandeurs d'emploi ou de personnes en parcours d'insertion, peu ou pas qualifiés, d'améliorer leurs conditions d'accès à une formation plus individualisée, pour leur permettre de développer leurs compétences et qualifications. Il a pour ambition également de transformer l'écosystème de la formation, développer les synergies entre les acteurs opérationnels et fluidifier l'accès à la formation. Le Pacte mobilise ainsi dans chaque région l'ensemble des acteurs des territoires.

En ce sens, l'Etat a souhaité, au travers de la mise en partage de « OuiForm » permettre à tous les prescripteurs de travailler en synergie et en temps réel pour positionner les personnes à la recherche d'un emploi sur les formations auxquelles elles sont éligibles.

Pour ce faire, OuiForm initie une démarche inédite de partage d'un outil « patrimoine commun », dont la gouvernance partagée est garantie par l'Etat et le Haut-Commissaire aux Compétences, dans le cadre de l'accord-cadre national entre la Délégation Générale pour l'Emploi et la Formation Professionnelle (DGEFP), Pôle emploi, l'Association des Régions de France, l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) et le Conseil national Handicap & Emploi des Organismes de placement spécialisés (CHEOPS).

Cette convention d'association à l'outil OuiForm s'inscrit au sein de l'accord cadre national.

Le comité de pilotage stratégique a donné un avis favorable à l'ouverture du service OuiForm à l'ensemble des structures LADOM.

L'associé a signé avec Pôle emploi, cosignataire de la présente convention, un accord-cadre de partenariat et une convention de gestion, lui ouvrant le positionnement sur des formations qu'il finance. Cette convention est annexée.

Article 1^{er} – Objet

La présente convention d'association a pour objet de matérialiser l'engagement du nouvel Associé à OuiForm, patrimoine commun. Elle en précise caractéristiques ainsi que les modalités de représentation et le rôle du nouvel Associé au sein de la gouvernance du projet.

Article 2 – Définitions

La logique de « patrimoine commun » se définit comme :

- Une volonté de permettre l'utilisation d'un outil répondant à des enjeux partagés par plusieurs acteurs au-delà des objectifs poursuivis par ses concepteurs initiaux ;
- Un engagement d'adopter une feuille de route évolutive construite collectivement grâce à une communauté d'utilisateurs permettant le recueil des besoins de chaque acteur l'adoptant ;
- Une volonté d'inscrire l'outil dans une urbanisation globale, en respect des missions de chacun, en assurant son interopérabilité et la capacité à partager les données collectées et créées.

« *OuiForm en patrimoine commun* » désigne l'outil de positionnement partagé, destiné aux acteurs qui accompagnent des personnes en recherche d'emploi ou en parcours d'insertion et ayant besoin de développer leurs compétences, quelle que soit sa dénomination.

Les « *Adhérents* » désignent les structures, soit Associées soit mandatées par un Associé et signataires d'une convention d'adhésion à OuiForm, préalable à l'obtention des habilitations d'accès.

Les « *Utilisateurs* » désignent les personnes physiques intervenant au sein des participants.

Les « *Utilisateurs Référents* » désignent les personnes intervenant au sein de la structure adhérente et identifiés comme interlocuteurs privilégiés pour l'animation et la formation des Utilisateurs.

Article 3 – Caractéristiques de l'associé

Dans l'exercice de ses missions, l'Associé participe à des actions d'orientation de personnes à la recherche d'un emploi, en vue de faciliter le retour à l'emploi du public accompagné, sur le territoire du¹ Val d'Oise.

En effet, l'Associé ²

L'Associé, dans le cadre de sa mission, accompagne dans le positionnement en formation des publics suivants³ bénéficiaires du RSA.

¹ Préciser le champ territorial (bassin d'emploi, département...)

² Préciser la mission,

³ Préciser le public accompagné : bénéficiaire du RSA, femmes en situation d'isolement...

Les financeurs, cosignataires de la présente convention, autorisent l'Associé à positionner le public qu'il accompagne sur tout ou partie du catalogue de formation qu'ils financent, à savoir⁴ l'ensemble du catalogue de formations conventionnées par la Région pour les bénéficiaires du RSA inscrits et non-inscrits comme demandeur d'emploi et l'ensemble du catalogue de formations conventionnées Pôle emploi : AFC et POEC pour les bénéficiaires du RSA inscrits comme demandeur d'emploi.

Article 4 – Engagements de l'Associé

La signature de la présente convention par un Associé atteste notamment de son adhésion aux principes de l'accord-cadre et de son engagement à coopérer de bonne foi avec les organes de gouvernance.

L'Associé signe une convention technique dite d'adhésion qui lui permet d'habiller ses propres utilisateurs ou ses sous-traitants à utiliser l'outil. La convention d'adhésion est signée par l'Etat, l'adhérent et Pôle Emploi, gestionnaire de OuiForm.

Article 5 – Modalités de représentation et participation à la gouvernance

Comité de pilotage stratégique

La gouvernance du patrimoine commun OuiForm est assurée par le Comité de pilotage stratégique national, présidé par un représentant du ministère chargé de la formation professionnelle.

Un représentant de l'associé y participe.

Animation régionale

Les DREETS organisent, trois fois par an, des comités de suivi régionaux réunissant les acteurs de la formation professionnelle de la région.

L'Associé participe aux comités régionaux organisés par la DREETS, aux côtés du Conseil Régional, de la Direction Régionale Pôle Emploi, de l'Association Régionale des Missions Locales, des représentants des organismes de formation et des Cap Emploi, le cas échéant d'autres financeurs de la formation professionnelle (Agefiph...) et du Réseau des Carif-Oref.

Recueil des besoins

Le principe d'agilité en vigueur dans le cadre du projet OuiForm permet à l'Associé de participer au projet et de faire remonter ses attentes et propositions par des moyens de communication électronique et des approches propices aux échanges participatifs et créatifs.

⁴ A préciser par le financeur : partie du catalogue sur laquelle l'Associé peut prescrire (tout le catalogue financé, tout le catalogue quel que soit le financeur).

Article 6 – Modalités de financement

La présente Convention d'Association est conclue à titre gratuit : le financement du déploiement et de l'évolution de OuiForm dans le cadre du Patrimoine Commun est assuré par l'Etat.

Article 7 – Durée, Résiliation, Modification

La présente Convention d'Association est conclue jusqu'au 31 décembre 2024. Elle prend effet à la date de sa signature par les parties prenantes.

Toute modification de la présente Convention d'Association fait l'objet d'un avenant.

En cas de manquement de l'une des parties prenantes à l'une des obligations essentielles découlant de la présente Convention ou si celle-ci n'est plus compatible avec l'évolution du statut juridique de l'outil commun ou si l'Associé refuse l'avenant mentionné au deuxième alinéa du présent article, la Convention est dénoncée par lettre recommandée avec avis de réception postale ; en ce cas, la résiliation prend effet dans un délai d'un mois à compter de la notification de sa dénonciation par l'autre partie.

La résiliation de la présente convention entraîne la dénonciation de la convention d'adhésion et l'interruption du service OuiForm auprès des utilisateurs.

Pour l'Associé,

Marie-Christine CAVECCHI

Pour la DGEFP

RUDANT Gaëtan

Directeur Régional



Pour le Conseil Régional,

NOM Prénom

Fonction

Pour Pôle Emploi

CRINIER Nadine

Directrice Régionale

A large, stylized handwritten signature in black ink, belonging to Nadine Crinier, is written over the printed name and title.

Annexe 9 : Avenant à la convention PRIC 2020

**Avenant N°3 à la Convention financière annuelle (année 2020)
Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022**

RÉGION Île-de-France

Numéro d'engagement juridique : 2103014244

Date de notification : 4 août 2020

ENTRE

L'État représenté par Marc GUILLAUME, préfet de la région d'Île-de-France, ci-après désigné « l'État »,

ET

La Région Île-de-France, domiciliée au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, ci-après dénommée « **la Région** », représentée par Valérie PECRESSE sa Présidente, en vertu de la délibération n° CR 2023-003 du 30 mars 2023

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris (hors classe) – M. GUILLAUME Marc

Vu la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France du 4 août 2020, notamment son article 11 permettant la modification de la convention par voie d'avenant

Vu l'avenant n°1 à la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France

Vu l'avenant n°2 à la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Préambule

L'objet de l'avenant n°3 est de prolonger la convention afin de prendre en compte les mandatements effectués en 2023.

Article 1 :

Au deuxième paragraphe de l'article 3 de la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France, la phrase « La dépense additionnelle de la Région au titre du Pacte 2020 sera déterminée au vu des dépenses constatées aux comptes administratifs 2020, 2021 et 2022 liées aux entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2020 et rattachées aux autorisations d'engagement 2020 » est modifiée comme suit :

« La dépense additionnelle de la Région au titre du Pacte 2020 sera déterminée au vu des dépenses constatées dans l'extrait des données retraitées des comptes administratifs 2020, 2021, 2022 et 2023 liées aux entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2020 et rattachées aux autorisations d'engagement 2020. »

Article 2 :

Le premier paragraphe de l'article 4.4 de la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France est désormais rédigé ainsi :

« L'Etat procède au versement du solde à la Région Île-de-France au titre du Pacte 2020 **au plus tard le 30 septembre 2024**, sous réserve de la transmission par la Région au préfet de région des comptes administratifs 2023 certifiés par le comptable public. »

Article 3 :

L'article 4.5 de la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France est ainsi modifié :

Les termes « les montants réalisés aux comptes administratifs concernés au titre du socle et au titre du Pacte 2020 (dépenses 2020, 2021 et 2022 rattachées aux autorisations d'engagement 2020) » sont remplacés par :

« les montants réalisés aux comptes administratifs concernés au titre du socle et au titre du Pacte 2020 (dépenses 2020, 2021, 2022 et 2023 rattachées aux autorisations d'engagement 2020) ».

Article 4 :

A l'article 5 de la convention financière annuelle (année 2020) au Pacte régional d'investissement dans les compétences 2019-2022 entre l'Etat et la Région Île-de-France, les termes « comptes de gestion 2020, 2021 et 2022 » sont remplacés par les termes :

« comptes de gestion 2020, 2021, 2022 et 2023 ».

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

Le reste de la convention est inchangé.

Fait à PARIS le

Marc GUILLAUME

Préfet de la région
d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France